

le puits n° 1 de Leduc. Que valent alors 500 millions devant une telle expérience?

La société pétrolière sera politisée. L'article 7(2), à la page 7, dit ceci:

Dans l'exercice de ses pouvoirs, la Corporation se conforme aux directives que lui donne par écrit, à l'occasion, le gouverneur en conseil ou le Ministre.

Autrement dit, le président et le conseil d'administration seront sous la férule du cabinet. Depuis que je suis à la Chambre et même avant, je n'ai pas reconnu aux ministres la compétence nécessaire pour dire à une société pétrolière comment investir son argent, prospector, exploiter et transformer les ressources. La découverte du puits Impérial Leduc n° 1 a complètement changé notre façon de voir les choses. D'autres champs ont été mis en valeur et le pays est devenu autonome en matière d'énergie. On peut appeler cette partie de notre histoire la confédération économique du Canada. Nos réserves d'énergie et les pipelines unissent le pays tout aussi efficacement que la culture et les autres formes de nationalisme et ils continueront de le faire si les dirigeants changent d'attitude. Les media doivent aussi former l'opinion future, la seule arme qui motivera les dirigeants à courte vue à devenir des hommes prévoyants.

La fiscalité établie dans le dernier budget du gouvernement fédéral et dans ceux de certains gouvernements provinciaux a découragé les efforts d'exploration et de mise en valeur. Nous n'avons qu'à lire le *Financial Post* et certaines autres publications pour constater que les derricks ont quitté l'Ouest du Canada. C'est bel et bien l'entêtement et l'imprévoyance du gouvernement qui sont la cause de leur départ.

Voici que le Canada doit encore une fois prendre une décision qui influera non seulement sur l'avenir de notre industrie pétrolière, mais sur toute notre situation économique. C'est encore une fois une question d'approvisionnement. Notre pays est-il en mesure de produire assez de pétrole pour satisfaire à ses besoins, ou devra-t-il compter de plus en plus sur les fournisseurs étrangers? Tout dépend de la technique cette fois. Les données géologiques ne sont plus les seules dont nous devons tenir compte. L'industrie a déjà découvert de vastes gisements de pétrole et de gaz naturel dans l'Arctique, et elle a bon espoir d'en trouver d'autres. La technique d'exploitation des dépôts affleureants des sables bitumineux et de transformation du pétrole brut lourd et visqueux en pétrole synthétique est connue. La décision cette fois est d'ordre politique; elle influera sur la capacité de l'industrie à financer l'énorme tâche qui l'attend. Le président de la société Imperial Oil a déclaré que le budget a été coupé du quart et je ne serais pas étonné de voir d'autres sociétés importantes faire la même chose.

C'est le citoyen canadien qui, en définitive, se trouve être le perdant dans les circonstances. Il ne profitera pas des revenus provenant de l'impôt et des redevances que percevaient autrefois ses divers paliers de gouvernement par suite de la mise en valeur des ressources pétrolières. Il se pourrait très bien que son niveau de vie soit compromis par les déficits accrus de la balance des paiements et sa dépendance accrue sur des approvisionnements imprévisibles de l'étranger, imprévisibles tant au point de vue des prix qu'au point de vue de la disponibilité. En tant que contribuable, consommateur et travailleur, il se verra touché par un ralentissement dans l'une de nos industries essentielles.

Péto-Canada—Loi

● (1520)

Cette société a pour but, j'imagine, d'assurer notre autarcie en matière d'approvisionnement, puisqu'une fois qu'elle sera constituée le gouvernement pourra lui demander de prospector aux frais des contribuables. Nous avons entendu beaucoup parler de crise de l'énergie et de pénurie des approvisionnements. Dans cette perspective, il est intéressant de se pencher sur un article paru dans *l'Economist* du 8 mars 1975. On y lit notamment:

De nos jours, les groupes importants ont de plus en plus la possibilité de se leurrer les uns les autres et eux-mêmes en se persuadant qu'ils assistent précisément à l'opposé de ce qui se produit. Dans le domaine du pétrole, ce qui se produit, c'est que le monde essaie actuellement de produire environ 20 p. 100 de plus que ce que les gens sont disposés à acheter, alors que le prix du pétrole est d'environ \$10 le baril . . .

D'après cet article, il n'y a pas pénurie de pétrole brut dans le monde; la prétendue pénurie ne serait qu'un bateau politique monté de toutes pièces par les gouvernements avec la formation de l'OPEP et au niveau de grandes sociétés, et avec l'appui de racontars de journalistes chargés dans le monde entier de faire une publicité mensongère concernant la pénurie. C'est de cela que traite l'article que je viens de citer. Il poursuit en ces termes:

La capacité de production demeurerait encore probablement excessive même si les prix descendaient à 3 ou 4 dollars le baril. Les politiques énergétiques à moyen terme dans le monde entier visent à découpler cette surabondance chaque année.

L'auteur de l'article prévoit alors que les surplus d'énergie dans le monde vont aller croissant.

Les gouvernements du monde peuvent—à titre de manœuvre diplomatique, et peut-être à juste titre—signer le bout de papier de M. Henry Kissinger prétendant que les successeurs de la génération actuelle de dirigeants et d'hommes d'affaires promettent de payer durant les années 80 peut-être \$7 éventuellement indexés par baril pour une denrée qui revient à 10c. le baril à peu près partout au Moyen-Orient et dont les frais d'exploitation marginaux (une fois que les puits sont en place et qu'il coûte plus cher d'arrêter les pipe-lines que de les laisser couler) sont quelquefois à peine supérieurs à 2 c. par baril. Si l'on fixe un prix plancher indexé de \$7 par baril, il est probable que plus de la moitié de la capacité de production d'énergie primaire qui existe déjà ou qui est prévue pour le début des années 80 devra être annulée ou enrayée; en fait, lorsque M. Kissinger parle de \$7 le baril, il cherche précisément à créer cette surproduction.

On peut s'imaginer si on le veut que la capacité de production déclarée excédentaire ne correspondra pas alors à une production coûteuse (et dont les frais d'exploitation marginaux augmentent) comme en Alaska et dans la Mer du Nord outre les houillères d'Angleterre et d'Amérique qui payent des salaires élevés. Les gens peuvent croire s'ils le désirent que les pays comme le Japon s'estimeront liés par un bout de papier disant qu'ils doivent acheter du pétrole à \$7 le baril alors que les producteurs marginaux le leur offriront à un prix basé sur un prix de revient inférieur à 10c. et que les concurrents du Japon acceptent leurs propres coûts d'énergie restent soixante dix fois plus élevés que les leurs. Les gens croiront ce qu'ils voudront bien croire, mais ils se trompent.

L'article poursuit ainsi:

Devant ce fiasco on a tenté de tripoter le marché de façon plus extravagante (OPEP, accord Smithsonian) afin que les forces ordinaires du marché se mettent à réagir. Pendant qu'elles réagissaient, le gouvernement qui croit toujours pouvoir abroger les lois de l'offre et de la demande tenait des réunions dans des hôtels de luxe (sommets de l'OPEP, conférences des ministres des Finances), et les journalistes écrivaient toujours comme s'il se passait là des choses importantes. Mais quiconque restait à la maison et faisait des hypothèses à partir de calculs raisonnables de l'élasticité de la substitution et de l'offre pouvait voir que les taux des changes flotteraient de nouveau et pouvait deviner ce qu'il adviendrait d'abord de la demande de pétrole, puis des actions, puis de l'offre et ensuite des prix.

L'auteur de cet article a trouvé une façon fort simple de vérifier la quantité de pétrole en provenance du Moyen-Orient. Il a examiné les polices d'assurance contractées auprès de la compagnie Lloyd's de Londres pour les expéditions de pétrole de la compagnie Gulf et a trouvé là des